Mobilisation pour les salaires, les pensions et l'emploi

Tout augmente, sauf les salaires et les pensions!

L'inflation des produits de première nécessité, de l'alimentaire, de l'énergie, du carburant… rend les fins de mois toujours plus difficiles. C'est la situation que vivent particulièrement toutes celles et tous ceux qui n'ont que leur salaire, leur pension ou leurs allocations pour payer les factures. C'est un fait indiscutable. C'est d'ailleurs la principale préoccupation des jeunes, des salariés des secteurs du privé et du public, des privés d'emploi, des retraités. Ces derniers sont également particulièrement pénalisés par une très nette sous-indexation de leurs pensions face à l'inflation. La réforme de l'assurance chômage a fragilisé 1,5 million de personnes. Les employés « de deuxième ligne », majoritairement des femmes, n'ont obtenu aucune véritable augmentation salariale. Depuis des semaines, le gouvernement et le patronat restent sourds aux difficultés et aux revendications de la majorité des travailleurs. Il y a pourtant plusieurs leviers à activer immédiatement pour améliorer la vie quotidienne de toutes et tous. À commencer par l'augmentation du Smic et, dans la fonction publique, la revalorisation du point d'indice bloqué depuis plus de dix ans. Cela passe aussi par une simple décision politique de relèvement automatique des minimas de branche maintenus en dessous du Smic, alors que beaucoup restent proches du seuil de pauvreté.

Refus du patronat et du gouvernement !

Dans les entreprises, les négociations annuelles obligatoires sur les salaires s'ouvrent et les propositions patronales restent indécentes malgré de fortes attentes et mobilisations. C'est d'autant plus inacceptable au regard des dividendes, des aides sans conditions et des exonérations sociales et fiscales qui sont octroyés aux employeurs depuis le début de la pandémie.

OUI, L'ARGENT EXISTE...POUR LES RICHES

- En 2021, plus de 300 milliards d'€ ont été captés par les 500 plus grandes fortunes françaises.
- La part des bénéfices versée aux actionnaires est passée de 30 % dans les années 80 à 85 % aujourd'hui.
- 210 milliards d'€ versés aux entreprises dans le cadre des plans d'urgence et de relance.

Pendant des années, patronat et gouvernement nous ont fait croire qu'il n'y avait pas d'argent, mais depuis des mois, le gouvernement donne des milliards aux entreprises sans condition sociale, ni contrôle.

Exigeons, tous ensemble, une autre répartition des richesses pour répondre aux besoins sociaux.

Pour nos salaires, nos emplois et de meilleures conditions de travail et de vie, la CGT revendique :

- L'augmentation immédiate du SMIC porté à 2000 € brut par mois,
- De réelles augmentations de salaires dans les entreprises,
- L'augmentation du point d'indice dans la fonction publique,
- La réduction du temps de travail à 32 H/semaine sans perte de salaire (c'est la création de 4,5 millions d'emplois),
- Un investissement massif pour des Services Publics de qualité et de proximité (Santé, Éducation, Énergie, Transports, Communication, Culture...),
- Une Sécurité Sociale financée par les cotisations sociales pour préserver les prestations de l'Assurance Maladie, des Allocations Familiales, des Retraites et de !'Assurance Chômage,
- Une véritable politique de maintien et de développement industriel en capacité de répondre aux besoins de la population et du pays.

Allons chercher ensemble les augmentations de salaire, pensions et minimas sociaux. La CGT appelle :

Pour nos salaires, nos emplois, nos retraites et de meilleures conditions de travail et de vie, tou.te.s en grève le jeudi 27 janvier :

Manif en Ardèche :

ANNONAY : Place Mendes France départ 14h30

AUBENAS : Champs de Mars départ 14h00

PRIVAS : devant la Préfecture départ 10h00